

BULLETIN OFFICIEL DES IMPÔTS

N° 96 DU 12 NOVEMBRE 2010

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

7 G-6-10

INSTRUCTION DU 28 OCTOBRE 2010

MUTATIONS A TITRE GRATUIT. SUCCESSIONS. PLAN D'ÉPARGNE RETRAITE POPULAIRE (PERP).

(C.G.I., art. 793-1-5°, 757 B et 990 I)

NOR : ECE L 10 20358 J

Bureau C 2

PRESENTATION

La loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites, dont l'objet principal est la consolidation des régimes de retraite par répartition, offre aux termes de son article 107 à toute personne la possibilité de se constituer, à titre facultatif et individuel, dans le cadre de son activité professionnelle ou à titre privé, une épargne en vue de la retraite.

A cet effet, l'article 108 de cette loi a créé le plan d'épargne retraite populaire (PERP), produit d'épargne longue spécifiquement dédié à la constitution d'un complément de retraite.

Le PERP est un contrat d'assurance qui a pour objet l'acquisition et la jouissance de droits viagers personnels payables à l'adhérent sous forme de rente viagère à compter de l'âge de la retraite.

La présente instruction administrative apporte des précisions sur le régime fiscal du PERP au regard des droits de mutation à titre gratuit et du prélèvement spécial prévu à l'article 990 I du code général des impôts.

•

SOMMAIRE

INTRODUCTION	1
CHAPITRE 1 : REGIME DU PERP AU REGARD DES DROITS DE MUTATION A TITRE GRATUIT	4
Section 1 : Application des dispositions de l'article 757 B du code général des impôts	7
Section 2 : Cas particulier des réversions de rentes viagères	10
CHAPITRE 2 : REGIME DU PERP AU REGARD DU PRELEVEMENT SPECIAL PREVU A L'ARTICLE 990 I DU CODE GENERAL DES IMPOTS	13

INTRODUCTION

1. L'article 108 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites a institué un produit individuel d'épargne retraite, le plan d'épargne retraite populaire (PERP)¹.
2. Les dispositions relatives au PERP sont codifiées sous l'article L. 144-2 du code des assurances.
3. Le PERP a pour objet l'acquisition et la jouissance de droits viagers personnels payables à l'adhérent sous la forme d'une rente viagère au plus tôt à compter de la date de liquidation de sa pension au titre d'un régime obligatoire d'assurance vieillesse ou à compter de l'âge fixé en application de l'article L. 351-1 du code de la sécurité sociale et mentionné à l'article R. 351-2 du même code.

CHAPITRE 1 : REGIME DU PERP AU REGARD DES DROITS DE MUTATION A TITRE GRATUIT

4. Le PERP peut prévoir deux types de prestations en cas de décès de l'adhérent, que celui-ci survienne avant (« contre-assurance décès ») ou après (« réversion ») la mise en service de la rente viagère acquise dans le cadre du plan :
 - une rente viagère versée à un ou plusieurs bénéficiaires expressément désignés par l'adhérent ou, à défaut, à son conjoint. Cette rente viagère peut, le cas échéant, être temporaire ;
 - une rente temporaire d'éducation versée à des enfants mineurs à la date du décès de l'adhérent et dont le service s'éteint à leur vingt-cinquième anniversaire.
5. De plus, certains contrats PERP offrent à la souscription des adhérents une garantie optionnelle, dite d'« annuités garanties », par laquelle l'assureur garantit aux intéressés une durée minimale de service de la rente (cinq, dix ou quinze ans le plus souvent). Ainsi, en cas de décès de l'adhérent et, le cas échéant, du bénéficiaire de la réversion à l'intérieur de cette période garantie, le solde des annuités est versé à un bénéficiaire désigné par l'adhérent au jour de la liquidation de ses droits viagers. Les bénéficiaires des annuités garanties sont définitivement et irrévocablement désignés par l'adhérent au jour de la liquidation de ses droits viagers.
6. Ainsi, lors du décès de l'adhérent d'un PERP, la rente viagère doit être, le cas échéant, expressément stipulée payable à un bénéficiaire déterminé ou, à défaut, à son conjoint ou sous forme de rente temporaire d'éducation à des enfants mineurs. Par conséquent, la rente ne fait jamais partie de la succession de l'adhérent, sous réserve de l'application de l'article 757 B du code général des impôts (CGI).

Section 1 : Application des dispositions de l'article 757 B du code général des impôts

1. L'article 757 B du CGI dispose que les sommes, rentes ou valeurs quelconques dues directement ou indirectement par un assureur à raison du décès de l'assuré donnent ouverture aux droits de mutation par décès suivant le degré de parenté existant entre le bénéficiaire à titre gratuit et l'assuré, à concurrence de la fraction des primes versées après l'âge de soixante-dix ans qui excède 30 500 €.
8. Demeurent donc exonérées de droits de mutation par décès, les sommes versées sur le PERP avant le soixante-dixième anniversaire de l'adhérent et les primes versées après le soixante-dixième anniversaire de ce dernier dans la limite de 30 500 €.
9. L'abattement de 30 500 € est global pour un même assuré, indépendamment du nombre de contrats d'assurance-vie et du nombre de bénéficiaires. Par conséquent, lorsque plusieurs contrats sont souscrits sur la tête d'un même assuré, il convient de retenir l'ensemble des primes versées au-delà des soixante-dix ans au titre de ces différents contrats, y compris le PERP.

¹ Cette dénomination, qui résulte du décret n°2004-346 du 21 avril 2004, s'est substituée à celle de « plan d'épargne individuel pour la retraite » (PEIR) sous laquelle ce produit d'épargne retraite avait été créé par l'article 108 de la loi du 21 août 2003 portant réforme des retraites.

Section 2 : Cas particulier des réversions de rentes viagères

10. Les réversions de rentes viagères entre parents en ligne directe, ainsi que les rentes temporaires versées entre parents en ligne directe, sont exonérées de droits de mutation à titre gratuit (5° du 1 de l'article 793 du CGI).
11. Cette exonération est applicable quelle que soit la nature du contrat qui stipule la réversion.
12. Ainsi, les réversions de rentes viagères entre parents en ligne directe n'entrent pas dans le champ d'application de l'article 757 B du CGI qui soumet aux droits de succession certaines sommes versées en vertu de contrats d'assurance en cas de décès (cf. documentation administrative de base –DB - n° 7 G 263, n° 6).

CHAPITRE 2 : REGIME DU PERP AU REGARD DU PRELEVEMENT SPECIAL PREVU A L'ARTICLE 990 I DU CODE GENERAL DES IMPOTS

13. En principe, les sommes dues directement ou indirectement par les organismes d'assurance et assimilés à raison du décès de l'assuré, sont soumises à un prélèvement de 20 % pour la fraction qui excède 152 500 € revenant à chaque bénéficiaire des sommes concernés, sous réserve que celles-ci ne soient pas soumises aux droits de mutation en application de l'article 757 B du CGI.
14. Cela étant, il est admis que les réversions de rente viagère entre parents en ligne directe ne sont pas soumises au prélèvement prévu à l'article 990 I du CGI (cf. BOI 7 K-1-00 du 7 janvier 2000).
15. De même, sont expressément exclus du champ d'application de l'article 990 I du CGI les contrats non rachetables visés à l'article 885 J du même code.
16. Ainsi, la valeur de capitalisation des rentes viagères constituées dans le cadre d'un PERP est exonérée du prélèvement de 20 %, sous réserve du versement de primes régulièrement échelonnées dans leur montant et leur périodicité pendant une durée d'au moins quinze ans et dont l'entrée en jouissance intervient au plus tôt à compter de la date de liquidation de la pension du redevable dans un régime obligatoire d'assurance vieillesse ou à l'âge fixé en application de l'article L. 351-1 du code de la sécurité sociale.

17. Cette exonération s'applique sous les conditions suivantes :

a) La durée de constitution de la rente doit être d'au moins quinze ans

18. La valeur de capitalisation des rentes viagères constituées dans le cadre d'un PERP est exonérée, moyennant le versement de primes pendant une durée d'au moins quinze ans.
19. La durée de constitution de la rente (quinze ans au minimum) doit être remplie au moment de l'entrée en jouissance, soit au plus tôt à compter de la date de liquidation de la pension du redevable dans un régime obligatoire d'assurance vieillesse ou à l'âge fixé en application de l'article L. 351-1 du code de la sécurité sociale.
20. Il est précisé que le transfert individuel des droits acquis sur un PERP sur un autre PERP n'est pas de nature à remettre en cause la condition de durée des quinze ans dès lors qu'en l'absence de dénouement il n'y a pas interruption de cette durée.
21. La condition légale du versement échelonné pendant une durée d'au moins quinze ans doit s'entendre d'un nombre minimum de quinze annuités dont le versement peut, bien entendu, s'étendre sur une période plus longue.

Toutefois, cette condition n'est pas exigée pour les PERP souscrits avant le 31 décembre 2010 lorsque le souscripteur y adhère moins de quinze années avant l'âge donnant droit à la liquidation d'une retraite à taux plein.

b) La régularité du versement des primes dans leur montant et leur périodicité

22. Le PERP est un plan d'épargne retraite alimenté par des versements libres ou programmés.
23. Or, pour être exonérée, la valeur de capitalisation des rentes viagères constituées dans le cadre d'un PERP doit satisfaire à la condition prévue à l'article 885 J du CGI, c'est-à-dire avoir donné lieu au « versement de primes régulièrement échelonnées dans leur montant et leur périodicité ».

24. Dans ces conditions, lorsque la condition de régularité et de périodicité des primes ne résulte pas des stipulations contractuelles mêmes du PERP, il appartient au redevable d'apporter la preuve que la condition précitée est satisfaite.

- Notion de primes régulièrement échelonnées dans leur périodicité

25. La périodicité des primes est satisfaite lorsque le souscripteur effectue au moins un versement par an.

26. Par exception, l'absence de versements au titre d'une ou plusieurs années pour des motifs particuliers tels que par exemple le chômage, les congés parentaux, congés formation ou congés de longue maladie, ne fait pas perdre le bénéfice de l'exonération.

- Notion de primes régulièrement échelonnées dans leur montant

27. Le versement des cotisations doit présenter un caractère régulier dans son montant.

28. La condition de régularité des primes dans leur montant s'apprécie sur l'ensemble des versements effectués sur le PERP par le redevable au titre des quinze années de constitution de la rente.

29. Ainsi, la condition de régularité s'oppose à l'exonération du prélèvement de 20 % d'une rente constituée après quelques annuités d'un faible montant, suivies d'un ou plusieurs versements de sommes très importantes.

30. A titre de règle pratique, la condition de régularité des primes est présumée satisfaite si le montant des primes versées est proportionnel à l'évolution des revenus.

c) Entrée en jouissance

31. L'entrée en jouissance intervient au plus tôt à compter de la date de liquidation de la pension du redevable dans un régime obligatoire d'assurance vieillesse ou à l'âge fixé en application de l'article L. 351-1 du code de la sécurité sociale et mentionné à l'article R. 351-2 de ce même code.

32. La rente devra donc être liquidée, si ce n'est à la date de liquidation par l'adhérent de ses droits à pension dans un régime obligatoire d'assurance vieillesse ou, à défaut, à l'âge légal de la retraite, à une date ultérieure choisie par le redevable.

33. La cessation effective de l'activité professionnelle n'est pas requise pour bénéficier de l'exonération.

DB liée : n° 7 G 263, n° 6.

BOI lié : 7 K-1-00.

La Directrice de la législation fiscale

Marie-Christine LEPETIT